

# INTERDICTION DES LICENCIEMENTS POUR UNE POLITIQUE GARANTISSANT LE PLEIN-EMPLOI

**La politique du gouvernement ne mène à rien de bon pour les travailleur•euses.** Ses mesures engraisent toujours plus ceux qui en ont déjà trop dans les poches.

D'un côté, l'État aide financièrement les patrons par diverses mesures – notamment ceux des grandes entreprises qui ont su en tirer toutes les bénéfices –. De l'autre, il a décidé de payer le chômage partiel – dû aux mesures sanitaires qu'il a prises – par nos cotisations, et non par des aides spécifiques prélevées sur le capital.

Les salarié•es, et leurs familles, subissent de nombreux licenciements. Les travailleur•euses paient donc trois fois la facture : une première par la ponction de leurs cotisations chômage, une deuxième par la perte de leur emploi et/ou de leurs droits et une troisième par les impôts. C'est inhumain ! C'est inacceptable !

**La colère monte contre les mesures du patronat et du gouvernement dans tous les secteurs. Et cette colère est juste !**

**Le spectacle se mobilise le 19 janvier ; la santé le 21 janvier ; l'énergie les 19 et 28 janvier et les 4, 9 et 18 février ; l'éducation nationale le 26 janvier...** Les mouvements de grève contre les licenciements se multiplient : TUI France (voyagiste), Grandpuits (pétrochimie), L'Équipe (presse)... La mayonnaise monte... Le pouvoir a peur : il le montre par toutes les dispositions liberticides qu'il adopte.

**Les TUI France, attaqués par un plan prévoyant le licenciement de deux tiers des salarié•es, a lancé un appel à la mobilisation pour faire converger**

**toutes ces luttes invisibles contre les licenciements, qui sont catastrophiques pour les travailleur•euses et leurs familles.**

L'union des syndicats CGT de Paris partage ce besoin de convergence si nous voulons gagner un avenir meilleur pour les jeunes, pour les travailleur•euses, pour les retraité•es. **Elle appelle donc les Parisien•es à participer massivement à la manifestation du samedi 23 janvier.**

L'union des syndicats CGT de Paris avait demandé, il y a quelques mois, l'ouverture d'une négociation tripartite – patronat, pouvoirs publics, syndicats – pour lutter contre le plan de destruction des emplois à Paris. Faisant mine de n'avoir rien entendu, Mme Hidalgo veut organiser une conférence pour l'emploi avec... le patronat seulement. Nous rappelons à la maire de Paris que, sans salarié•e, il n'y a pas de patron. **Nous revendiquons l'organisation, dans les plus brefs délais, de cette négociation tripartite, un « Grenelle parisien de l'emploi ».**

**Pour continuer, l'union des syndicats CGT de Paris appelle à faire monter les revendications dans les entreprises et les services publics, au travers des différentes mobilisations d'entreprises, sectorielles et territoriales.**

**Faisons du 4 février une grande journée nationale interprofessionnelle de grèves et de manifestations pour le plein-emploi, le développement des services publics, les salaires et les pensions.**

*Paris, le 14 janvier 2021*